

ASSEMBLÉE NATIONALE

QUATRIÈME SESSION

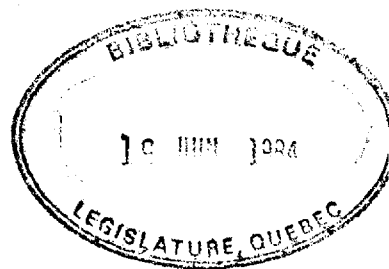
TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 85

Loi modifiant la Loi sur les coopératives

Présentation

Présenté par
M. Rodrigue Biron
Ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme



Éditeur officiel du Québec
1984

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie les dispositions de la Loi sur les coopératives qui concernent les coopératives ouvrières de production et les coopératives de travail.

Désormais, ces coopératives, dont l'objet principal est de fournir du travail à leurs membres ou à leurs membres auxiliaires, seront désignées comme étant des coopératives de travailleurs et la dénomination sociale de celles qui auront pour activité principale d'acquérir des biens pour les revendre au public devra comporter l'expression « coopérative de commerce ».

Ces coopératives devront soumettre toute personne acceptée comme membre à un cours de formation technique et coopérative et à une période d'essai d'au plus six mois pendant laquelle elle sera un membre auxiliaire.

Ce projet de loi, en plus de prévoir l'enregistrement obligatoire du nom d'emprunt sous lequel toute coopérative peut s'identifier, permettra au conseil d'administration de toute coopérative, à certaines conditions, de s'engager envers une personne qui lui accorde une aide financière à ce que ses membres ne s'attribuent pas de ristourne.

Enfin, ce projet de loi apporte quelques corrections de nature technique et assure une meilleure concordance entre certaines dispositions de la loi et l'article qui établit le pouvoir réglementaire du gouvernement.

Projet de loi 85

Loi modifiant la Loi sur les coopératives

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La Loi sur les coopératives (L.R.Q., chapitre C-67.2) est modifiée par l'insertion, après l'article 20, des suivants:

«**20.1** Une coopérative qui s'identifie sous un nom autre que sa dénomination sociale doit déposer au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district judiciaire où est situé son siège social une déclaration de nom d'emprunt selon la formule prescrite par le ministre.

«**20.2** Le protonotaire inscrit cette déclaration dans le livre qu'il tient pour l'enregistrement des déclarations de sociétés.

Le protonotaire perçoit le droit fixé par le décret adopté conformément à l'article 224 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., chapitre T-16) pour enregistrer cette déclaration.

Le protonotaire transmet au ministre une copie de cette déclaration. ».

2. Le texte anglais de l'article 27 de cette loi est modifié par l'addition, dans la deuxième ligne du paragraphe 5, après le mot « members », des mots « if there is a contract between the cooperative and the members to that effect; ».

3. L'article 135 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

« Le gouvernement peut, par règlement, exempter une coopérative de l'application du deuxième alinéa, en fonction de son chiffre d'affaires ou de la nature de ses activités. ».

4. L'article 141 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **141.** Le vérificateur doit faire un rapport à l'intention des membres selon les modalités déterminées par règlement du gouvernement. ».

5. L'article 143 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe 2° par les suivants:

« 2° à l'attribution de ristournes aux personnes ou aux sociétés qui ont été membres de la coopérative au cours de l'exercice financier;

« 3° à l'attribution de ristournes aux personnes ou aux sociétés qui ont été membres auxiliaires de la coopérative au cours de l'exercice financier, lorsque les membres le décident et dans la proportion qu'ils déterminent. ».

6. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 148, du suivant:

« **148.1** Le conseil d'administration d'une coopérative peut s'engager envers une personne qui lui accorde une aide financière, à ce que ses membres ne s'attribuent pas de ristourne lorsque le règlement l'autorise et pendant la période maximale qui y est fixée. ».

7. Cette loi est modifiée par le remplacement de l'intitulé du chapitre V du titre II par le suivant:

« COOPÉRATIVE DE TRAVAILLEURS ».

8. Les articles 222 à 224 de cette loi sont remplacés par les suivants:

« **222.** Une coopérative de travailleurs est celle dont l'objet principal est de fournir du travail à ses membres ou à ses membres auxiliaires.

« **223.** La coopérative qui a pour activité principale d'acquérir des biens pour les revendre au public doit avoir une dénomination sociale comportant l'expression « coopérative de commerce ».

« **224.** La fonction de directeur général ou gérant est compatible avec la qualité d'administrateur.

« **224.1** La coopérative peut, par règlement, établir des conditions supplémentaires d'admission, d'exclusion ou de suspension des membres.

« **224.2** La coopérative doit soumettre toute personne acceptée comme membre, à une période d'essai d'au plus six mois et à un cours de formation technique et coopérative; pendant cette période d'essai, cette personne est un membre auxiliaire.

La coopérative doit adopter le règlement prévu à l'article 52.

«**224.3** La coopérative doit, lorsqu'elle compte plus de 25 membres, former un comité d'accueil pour les membres auxiliaires et un comité de liaison entre les membres et le conseil d'administration.

«**224.4** La coopérative doit, par règlement, établir une procédure concernant le partage du travail et déterminer des critères et modalités d'appel au travail lorsqu'il n'y a pas suffisamment de travail pour tous les membres ou membres auxiliaires.

«**224.5** La coopérative peut engager une personne non membre pour exécuter des travaux occasionnels et de courte durée.».

9. L'article 225 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, des mots «ouvrière de production ou de coopérative de travail» par les mots «de travailleurs».

10. L'article 265 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**265.** Les statuts de continuation contiennent les dispositions prévues par les paragraphes 1° à 4° de l'article 9 et par l'article 10.

Les statuts sont accompagnés des documents visés dans l'article 252 et du projet de continuation, à l'exception du règlement de régie interne et du règlement général d'emprunt de la coopérative issue de la continuation.».

11. Les articles 3 et 10 sont déclaratoires.

12. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

13. La présente loi entre en vigueur le (*inscrire ici la date de la sanction de la présente loi*).